

Edition : un automne inquiet

NICOLE VULSER

Lors d'une réunion décisive, il nous fut donné de voir quel abîme nous séparait, racontait André Schiffrin dans *L'Édition sans éditeurs* (La Fabrique, 1999) en parlant du rachat de Pantheon Books par Random House. Alberto Vitale [le nouveau patron] passait en revue les livres que nous allions publier, liste dont j'étais particulièrement fier. "Qui est ce Claude Simon?", demanda-t-il avec mépris. (...) Quel était l'intérêt de publier des livres à si petit tirage? N'avions-nous pas honte?" Ce scénario désolant inquiète les éditeurs d'Éditis, numéro deux du secteur (Plon, Presses de la Renaissance, 10/18, Robert Laffont, La Découverte, Bordas, Le Robert...), qui fait l'objet jusqu'au 30 septembre d'une offre exclusive de rachat, qui peut être prorogée, par le groupe Vivendi. Les deux parties espèrent boucler cette opération d'ici à la fin de l'année.

La façon dont Canal+ a été malmené par Vivendi agit comme un repoussoir. Vincent Bolloré, alors à la tête du conseil de surveillance de Vivendi et de Canal+, a exigé d'affadir les sketches des Guignols, au point que, faute d'audience, l'émission satirique a été supprimée. Aussi l'arrivée de ce patron et de son fils fait-elle grincer des dents. Mais, craignant d'être inscrits sur une liste noire, la plupart des auteurs et des éditeurs parlent sous le sceau de l'anonymat.

Les plus jeunes romanciers redoutent d'être remerciés parce qu'ils ne vendent pas assez. Une éditrice, embauchée du temps où Vivendi détenait déjà Éditis, entre 2000 et 2008, se dit «fataliste» mais appréhende un plan social. Elle craint que le directeur général du groupe, Pierre Conte, venu du *Figaro* voici un an, n'ait du mal à défendre ses troupes face aux oukases de Vivendi. L'ancien président historique d'Éditis, Alain Kouck, décédé en juillet, n'est plus là pour jouer les tampons.

Ce rachat «n'est pas rassurant pour Éditis», confie un auteur. Chez Vivendi, les équipes ne comprennent qu'une seule valeur, le rendement, et comme leur horizon intellectuel est limité, c'est glaçant». D'autant que 2017 n'a pas été une bonne année pour Éditis et que le premier semestre de 2018 n'est guère flamboyant. Un constat partagé par Laurent Gaboriau, responsable de l'édition à la Filpac-GT, pour qui «l'injonction de rentabilité peut signer l'arrêt de collections trop peu rentables».

«Le nouvel actionnaire pourrait être interventionniste en matière éditoriale», observe l'économiste Jean-Guy Boin. Claude Arnaud, romancier chez Grasset

et qui a publié *Portraits crachés. Un trésor littéraire de Montaigne à Houellebecq*, chez «Bouquins» (Robert Laffont), espère que cette collection sera «pérenne». «Dans une stratégie multi-industrielle, l'abandon de fait d'une collection ou encore l'obligation de réduire la voilure en littérature seront les plus à craindre, dit-il. Les maisons d'édition sont de petits trésors dont il ne faut pas attendre des rendements annuels de 10 %.»

«Le risque consiste à imposer des choix éditoriaux, censurer et procéder à des restructurations», confirme Laurent Gaboriau. En se demandant si La Découverte, fondée par François Maspero, pourra encore publier un essai critique sur Vincent Bolloré en Afrique... Pour l'heure, aucune information n'a été donnée au comité de groupe ou aux comités d'entreprise.

La stratégie d'Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, qui consiste à faire converger l'image, la musique, les jeux et l'édition, ne convainc guère. L'alpha et l'oméga restent selon lui le petit ours Paddington : l'acquisition des droits des romans pour la jeunesse de Michael Bond (1926-2017) a permis de vendre des films, de la musique, des jeux vidéo et 25 millions de peluches, mais aussi d'ouvrir des parcs à thème et de signer des accords de licence avec Marks & Spencer, s'est-il félicité dans *Les Echos* du 29 août. Mais, rétorque

un éditeur concurrent, «aucun producteur de cinéma ne se demande s'il peut faire un film avec un roman d'une filiale du groupe! Ce qu'il cherche, c'est une histoire. L'intégration verticale dans la création n'a jamais fonctionné».

Face à ce qu'il considère comme des procès d'intention, Vivendi assure avoir laissé toute latitude et liberté de création aussi bien chez Havas que chez le créateur de jeux Gameloft. Ou avoir inscrit Canal+ dans la plus pure tradition des séries en produisant, par exemple, *Le Bureau des légendes* ou *Calls*.

Si, dans les grandes manœuvres capitalistes à venir chez Éditis, rien n'est encore concret, l'onde de choc du rachat du groupe La Martinière par Média Participations, signé fin décembre 2017, est presque absorbée. Le groupe belge, propriétaire, notamment, de Dargaud et Dupuis, d'un pôle audiovisuel et de plusieurs journaux de loisirs ou religieux, ne devrait pas intervenir sur la ligne éditoriale des maisons qu'il rachète. Notamment au Seuil. C'est en tout cas la promesse qu'a faite le PDG de Média Participations, Vincent Montagne, également président du Syndicat national de l'édition, devant le personnel en juillet. Une façon aussi de déjouer les critiques de ceux qui considèrent qu'un patron ré-

puté proche de la droite catholique pourrait avoir envie d'imposer ses vues au Seuil, lieu associé à la gauche intellectuelle, en particulier chrétienne, et à ses multiples combats. Sur cette question, Hugues Jallon, en prenant les rênes du Seuil en avril, avait assuré que la garantie de l'indépendance éditoriale de la maison constituerait toujours une ligne infranchissable.

Dans cette fusion, il se joue davantage qu'une confrontation de cultures. Média Participations est habitué à la belle rentabilité des *Lucky Luke* ou autres *Blake et Mortimer*. Et découvre la littérature générale en intégrant, après le rachat, en 2017, des Editions Anne Carrière, des maisons comme Le Seuil ou L'Olivier. «Il faut qu'ils s'acclimentent à de plus fortes incertitudes», explique-t-on au Seuil. Le nouvel actionnaire n'a plus rien à voir avec les frères Wertheimer – les propriétaires de Chanel, qui ont vendu le groupe La Martinière –, lesquels épongeaient chaque année, sans sourciller, les pertes éventuelles.

C'est désormais à Claude de Saint-Vincent, directeur général de Média Participations, qu'échoit le mauvais rôle : il explique aux troupes qu'il faut se serrer la ceinture pour redevenir bénéficiaire (Le Seuil et L'Olivier ayant effectué deux exercices dans le rouge). A ses yeux, la rentabilité constitue le seul moyen, pour n'importe quelle entreprise, de gagner définitivement une réelle indépendance.

Par le biais d'un rapprochement des deux holdings – celui, déficitaire, de La

«Les maisons d'édition sont de petits trésors dont il ne faut pas attendre des rendements annuels de 10 %», observe l'écrivain Claude Arnaud

Martinière absorbant pour des raisons fiscales celui de Média Participations –, un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant 27 salariés des fonctions support (comptabilité, juridique, informatique...) devait être signé le 5 septembre. Les 52 salariés restants dans cette structure ont peur d'être transférés à des conditions moins favorables dans d'autres sociétés du groupe.

«Au Seuil, la pression sur les résultats est ressentie comme un discours d'une grande brutalité, auquel personne n'est habitué», affirme Martine Prosper, secrétaire générale du Syndicat national Livre-Édition CFDT. «Les nouveaux

acquéreurs refont toujours les mêmes erreurs, fustige-t-elle. Lorsqu'on a l'ambition de constituer un grand groupe, il faut savoir passer d'un dialogue social au stade "préhistorique" à un dialogue social du XXI^e siècle, ce qui veut dire, notamment, prendre en compte les différentes cultures d'entreprise.»

Au sein de l'édition hexagonale, le cas le plus épineux dans le domaine social, celui de France Loisirs, n'est pas réglé. Déjà 460 salariés sur 1380 ont perdu cette année leur emploi après un PSE, explique le PDG, Adrian Diaconu. Le club de livres grand public à petit prix se retrouve coincé entre le rouleau compresseur Amazon et des livres de poche à la santé florissante.

Avec cinq filiales, France Loisirs reste en période d'observation au tribunal de commerce de Paris jusqu'au 30 novembre, tandis qu'Adrian Diaconu finance sur ses propres deniers les 2,5 millions d'euros nécessaires à cette survie. Il explique: «*Je pense trouver des partenaires industriels. On a fait le plus gros du chemin et j'ai la certitude de réussir grâce à*

un nouveau business model et une équipe de direction rénovée.» Les éditeurs lui font encore confiance, comme les syndicats. Annick Levu, secrétaire du comité d'entreprise et déléguée CFDT, souligne que «*les cinq syndicats ont ravalé leurs luttes habituelles pour aller soutenir leur patron à Bercy».*

Mais si les grandes manœuvres capitalistiques et le jeu des concentrations dans l'édition sont sources d'inquiétudes, elles disent aussi que ce secteur demeure assez solide, et porteur d'avenir. Ainsi, Arnaud Lagardère, gérant commandité du groupe Lagardère, a désigné l'édition comme le pôle promis à un bel avenir. Et surtout celui – avec les magasins d'aéroports – dans lequel il est urgent d'investir. C'est la raison pour laquelle un essaim de banquiers bourdonne dans le bureau d'Arnaud Nourry, le PDG d'Hachette Livre, en lui proposant tout un catalogue de bonnes affaires... ■

Le rachat probable d'Editis, numéro

deux du secteur, par Vivendi. L'absorption en cours du groupe La Martinière par Média Participations. L'existence de France Loisirs menacée... Les éditeurs et les auteurs ont quelques raisons de se sentir malmenés